*CR – Table Ronde – JT UNADEL 23/11/2020*

*Regards croisés : les grandes mutations en cours dans les territoires*

Dans un contexte incertain et de redéfinition du rôle de l’État, les territoires sont au cœur des enjeux environnementaux, démocratiques, économiques et sociaux. Durant cette table ronde, nous proposerons plusieurs regards (non exhaustifs) sur les grands défis auxquels sont confrontés les acteurs des territoires. Nous avons besoin d'approches systémiques, de mettre en interactions des expertises diverses. Nos intervenants ont donc des profils complémentaires:

**Animatrice:** Claire Guérard

**Intervenant.e.s:**

- Guillaume Faburel (professeur à l'Institut d'Urbanisme de Lyon, coordinateur du réseau des territorialistes, organisateurs des Etats Généraux de la société écologique post-urbaine)

- Claudine Vouillé, ( travaille sur l'égalité Femmes-Hommes pour différentes ONG , Fondatrice de Genre en action, une association qui promeut l'égalité à l'étranger et en France, notamment dans les contrats de ville.)

- Dominique Pottier, (Député Secrétaire PS de l'agriculture)

- Sophie Fresquet (travaille comme chargée de développement économique au conseil régional. Vice présidente du RTES )

**1. Quelles sont les mutations de fond dans les territoires ?**

*Claudine Vouillé:* La question de l'égalité Femmes-Hommes a peu été abordée lors de ces journées

La crise sanitaire met en évidence des enjeux spécifiques déjà connus:

- Ségrégation des métiers, part importante de femmes dans les métiers essentiels, et ces femmes sont souvent habitantes des QPV - soin, commerces...)

- Charge mentale et co-parentalité: la charge pédagogique incombe en grande partie aux femmes

Du fait de leur rôles sociaux, les enjeux du développement durable s'imposent particulièrement aux femmes.

Question de violences envers les femmes, la place des femmes dans l'espace public.

*Sophie Fresquet:*

- La crise sanitaire entraîne un bouleversement du paysage commercial. Augmentation du e-commerce, qui a des effets sur l'espace public et la gestion des flux (livraison du dernier km). En parallèle, on assiste au développement de circuits courts, notamment alimentaires, nouveaux enjeux pour les acteurs de la distribution, multiplication des lieux de livraisons.

- Evolution de l'organisation du travail: télétravail pour les cadres peut-il entraîner une migration vers les territoires ruraux, qui recrée de la vie dans les bourgs centres ?

- Prise de conscience de l'enjeu de la mobilité pour les entreprises (importance pour les entreprises d'être proches de leur bassin d'emploi). Discussions à avoir avec les collectivités, sur les lieux d'implantation et de transport pour les entreprises.

*Dominique Pottier:*

- Penser au niveau du citoyen: passage d'un individu ayant un idéal de mobilité, à celui qui a un idéal d'enracinement sur un territoire. Sur les territoires, on voit cohabiter deux types de population: l'une connecté, mobile et l'autre "assignée à résidence", mais les deux ne sont pas antinomiques, il est important de créer du lien par la culture, et de créer de la compréhension entre classe sociale.

- Les territoires sont construits autour de projets, mais souvent appropriés par une élite politique, et où d'autres acteurs ne se sont pas appropriés ces territoires. Besoin de faire un effort pour créer du dialogue entre acteurs territoriaux et association, entreprise. De même, bon nombre d'entreprises ne sont pas ancrées localement, alors qu'il y a un vrai enjeu à ce qu'elle prenne part à la vie du territoire. Enfin, la commune doit s'appréhender comme l'échelon central de l'intercommunalité. Il y a des liens à créer entre associations, entreprises et communes, pour démocratiser la vie du territoire et notamment la vie économique.

*Guillaume Faburel:*

- Dans l’urbanisation généralisée du monde, quel rôle pour les territoires ? Quel avenir dans notre rapport au vivant ? Qqch de fondamental se joue, on tend à opposer villes et campagnes alors que la métropolisation concerne l'ensemble des territoires, se traduit par des manières d'être qui se retrouvent dans les modes de vie dans tout type de territoire.

- Question écologique se lit à l'échelle territoriale (du local au monde), et se lit aussi au niveau des corps, dans une sorte d'écologie existentielle: elle invite à reconsidérer les besoins d'espaces ouverts, d'aération, des formes de vie qui redonne une place à notre expérience corporelle du monde. La densité est de moins en moins acceptée, l'écologie urbaine n'est plus acceptée, elle a embarqué nos corps dans qqch de non acceptable.

- Entre les deux, qqch rebat les cartes dans nos rapports au peuplement, à la densité. On voit une tendance de fond à l'exode urbain. Mais si cet exode urbain continue de fonctionner avec les représentations de la société métropolisée, cela ne règle pas les problèmes, et en crée. L'accueil ne peut se faire que sous certaines conditions, pose des questions sur le rapport à l'alimentation, au logement, à l'emploi...

**2. Qu'est ce que la période traversée apporte ?**

*Dominique Pottier:*

La première révolution observée aujourd'hui: la transiiton écologique et globalement acceptée, la notion d'agro-écologie est, du moins dans les discours, de plus en plus acceptée. Elle prend des formes inattendues, l'écologie ne passe pas que par le carbone, mais aussi par notre rapport à l'alimentation, à la nature, à la santé au sens large.

Mais ces questions écologiques ne sont pas encore intégrées comme des questions politiques. Il y a un effort a faire sur la traduction de ces questions en offre politique, en prise en compte des institutions, et se contente d'un changement à l'échelle individuelle.

On assiste à l'émergence d'une question éthique, qui n'a pas trouvé de traduction politique, pour le moment.

*Claudy Vouhé:*

* Pendant longtemps, nous avons cru au ruissellement entre catégories sociales, que le développement économique créait de l'égalité. De plus en plus, nous réalisons que c'est l'égalité qui crée le développement. Dans les QPV, territoires qui iraient mieux si les femmes dans ces quartiers allaient mieux (réelle égalité des chances, problèmes de violences etc...). Le privé est politique, et pour travailler sur la question de l’égalité Femmes-Hommes, il est nécessaire de se pencher sur ce qui arrive dans les familles de façon systémique.
* Les opportunités et besoins de déplacement diffèrent selon le genre. Les rôles sociaux font que la responsabilité de l'alimentation (et donc de la santé) dépend en grande partie des femmes.
* Bon nombre d'initiatives dans les quartiers sont portées par des femmes, qui ont besoin d'être rendues plus visibles. Genre en action travaille actuellement sur les budgets intégrant la question de l'égalité, les contrats de villes sont un espace test pour ce type de budget. Jusqu'à présent, la majorité des budgets de QPV n'ont pas d'impact, ou ont un impact négatif sur les représentations des rôles de genre. Cette prise en compte doit devenir une priorité.

*Guillaume Faburel:*

La période actuelle rebat les cartes en termes de valeur, la solidarité a pris un nouveau sens, la question des libertés aussi. Les campagnes se voient réhabilités comme espace de liberté.

Les propos précédents manifestent une lecture institutionnelle, une crise démocratique qui découle des crises éco / sociale...

Sur la question de l'autonomie, il semble nécessaire de desserrer les chaînes de dépendances, de ne plus vouloir déléguer sa parole. Nos démocraties, très hiérarchiques et sectorielles, sont décriées.

Le mouvement des Gilets Jaunes, la multiplication des éco-lieu qui maille des espaces longtemps négligés, et manifeste une tendance d'individuation, et d'une volonté de plus en plus partagée de ne plus simplement subir. Ce mouvement impose de penser les interdépendances. Les communs, comme source d'auto-organisation, sont un exemple de mode de gestion entre le public et le privé.

*Sophie Fresquet:*

Propose de donner un exemple de ce qu’a produit la période actuelle: le rucher créatif, créé par et pour des entreprises, qui devient au fil des mois un lieu adapté aux besoins des citoyens, on dépasse l'acteur économique pour apporter d'autres fonctionnalités. Lieu de vie, de réunions pour les associations/ citoyens (accueille cantine, lieu de livraison circuits courts, lieu de conférences). Localisé en milieu urbain mais dont l'action va s'étendre de plus en plus en milieu rural. Importance d'être à l'initiative de, ne pas attendre d'intervention publique.

**3. Qu'est ce qui apporte de l'enthousiasme pour l'avenir ?**

*Guillaume Faburel:*

On voit une effervescence dans des territoires, même reculés. Pose la question des modèles économiques, de l'interdépendance des systèmes agro-écologique, des bâtiments vacants, forme d'initiatives et de futurs désirables créés dans tous les territoire, des hameaux aux villes moyennes.

Réapparition des communs: volonté d'habiter différemment, qqch se joue dans le rapport au vivant, un autre rapport à l'écologie, qui se retrouve dans les formes d'organisation et d'auto-gestion, avec des organisations démocratiques horizontales, renouvelées.

Les réseaux nationaux existent et organisent déjà ces choses-là (éduc pop, etc...). Levier dans les territoires périphériques pour développer une écologie, incarnée par des actions, une "utopie concrète" et pour lesquelles existent des réseaux structurants.

*Sophie Fresquet:*

Le développement de la collaboration entre collectivités et citoyens.

Région Grand Est a lancé une grande enquête, la priorité pour les citoyens, dans le cadre de la construction d'une feuille de route partagée en partant des priorités envisagées en milieu rural (environnement et mobilité).

*Dominique Pottier:*

On assiste à la renaissance du goût pour les processus démocratiques. Pour renforcer cela, nous avons besoin de tiers lieu non-marchand pour éduquer les citoyens, entre l'école et la famille, ne pas laisser cet entre-deux au monde marchand.

Dans le monde de l'entreprise, on voit renaître l'envie de créer des coopérations avec la société civile. Dans les territoires, de plus en plus, les acteurs de la société civile lient leurs actions aux enjeux planétaires. Relayer le petit et le grand commun. Besoin de recréer des outils de régulation du monde, ne pas tout miser sur l'héroïsme individuel.

Le grand creux: Redécouvrir un besoin de science, besoin d'esprit critique propre à la science, face à l'obscurantisme/ complotisme, importance de garder cet esprit critique. Redécouvrir en même temps notre besoin de spiritualité.

*Claudy Vouhé:*

Les citoyens sont de plus en plus dans une quête de redevabilité des politiques. Des groupes émergent qui veulent s'emparer de la loi pour faire valoir leur droit (groupe qui interpelle les EPCI censée remettre des rapports de politiques publiques en faveur de l’ égalité FH). Importance de rappeler au politique sa responsabilité.

De plus en plus de collectivités nomment des responsables FH, question prise en compte.

Genre en action travaille avec Ville au Carré sur le quartier de la Source, à Orléans, pour un programme de renouvellement urbain: travail avec un groupe de femmes autour d'un lieu "la ressource des femmes", sur ce qu'elles ont envie de voir arriver, et ce qu'elle ne voulait pas voir arriver. La notion de pouvoir d'agir est centrale pour permettre aux femmes de prendre leur place dans le quartier, elles ont un regard spécifique à apporter sur tous les enjeux du renouvellement urbain (mobilité, vie économique etc...). Ce travail permet de réintégrer la dimension militante à l'action sociale.

**Réactions aux interventions des uns et des autres :**

G. Faburel retient comme interrogation celle de la coexistence entre différentes manières d'agir sur les territoires : des formes officielles et moins officielles, spontanées ou institutionnelles. La question du terme de territoire est également à définir : est-ce une production des gouvernements, avec des frontières, des données géographiques ? Ou est-ce qu’on définit le territoire par le lieu de vie ?

Pour S. Fresquet, c'est à nous de nous adapter aux différentes formes d'action et de trouver des formats qui font abstraction des limites et frontières posées.

*Manque l’intervention de Dominique Poitier.*

C. Vouhé ajoute que le territoire mental nécessite de développer des approches et des outils qui permettent un grand décloisonnement. Par exemple, sur la question de l’égalité femmes-hommes, pour faire changer le territoire physique, il faut travailler avec les hommes aussi bien qu’avec les femmes.

**Questions et échanges avec la salle :**

1) **Nesan Hanoglu, représentante de l'association Les Réverbères, Nancy, Formatrice**

Nous sommes dans une ère poreuse, où il n'y a plus de secteur cloisonné entreprenariat-associations-politiques publiques. Elle découvre le fonctionnement de l'UNADEL et cherche à savoir, concrètement, après le confinement comment s’impliquer dans l’association et participer aux échanges ? Comment les difficultés de déplacement pour des personnes en situation de handicap sont-elles prises en compte ?

**2) Yves-Maris Sztmusiak, conseil de développement du Pays de Thiérache**

Question adressée à M. Potier : on se heurte à des décisions prises de façon très délocalisées, contre lesquelles on est désemparés. Qu’en est-il des modes de coopération décentralisée, notamment concernant les coopérations d'associations avec des agents de développement dans d'autres pays, et des réseaux français.

**3) France Joubert, représentant CFDT Nouvelle-Aquitaine,**

Le niveau de dialogue social sur les territoires a été centralisé et récupéré par l'État. En même temps, les territoires renaissent par les projets de territoire. Les groupements employeurs devraient bénéficier du dialogue social dans les territoires, est-ce possible ? Le lieu de vie ayant remplacé le lieu de travail dans les luttes, ces lieux peuvent-ils être réorganisés comme des lieux de négociation en soit ?

**Réponses :**

D. Potier :

1) Aujourd’hui, il vaut mieux effectivement partir des périphéries pour mener les réflexions plutôt que de partir du centre et de s’élargir comme c'est le cas aujourd'hui. Il apparaît donc essentiel de prendre en compte les besoins des personnes les plus éloignées de l’action.

2) La coopération décentralisée (de territoire à territoire) est une sorte d'initiation à l'universel mais n'épuise pas tout le spectre de l'universel. Bien sûr la coopération est importante mais les grandes solutions passent par des choix politiques qu'on ne peut pas ignorer. Il faut un engagement politique fort.

3) sur la question syndicale : il y a en effet des différences d’un territoires à l’autre, et c'est une question face à laquelle les syndicats sont un peu démunis mais il y a quelque chose à inventer, comme par exemple au travers des indicateurs de développement. Par ailleurs, de grands espoirs peuvent être placés dans la jeunesse : pour 4 sur 10, le sens de leur métier doit avoir un sens.

G. Faburel :

La relocalisation est une clef d'entrée. Il y a une effervescence qui interroge les modes d'action. Il faut conserver ces nouveaux modes d'action "par le bas". La question du pouvoir d'agir est donc essentielles : aujourd’hui, on adresse encore des "questions à", alors qu'on pourrait agir par soi-même. Chacun, micro-localement, doit prendre conscience de son pouvoir d'agir. Les institutions ne sont pas la solution car si elles l'étaient, on ne serait pas dans la situation actuelle, elles sont en retard. Par exemple lorsqu'il s'agit de relocaliser, il ne s'agit pas de relocaliser des systèmes productifs mais de repenser le système de production dans son ensemble.

S. Fresquet :

La relocalisation est pertinente en fonction du secteur d'activité et du territoire. Se pose également la question de la perte de savoir-faire qui ne facilitent pas la relocalisation.

C. Vouhé :

La coopération décentralisée est également un outil pour repenser les questions d'universalisme et du droit commun des femmes.

**Romain Lajarge,**

Souligne des controverses sur la question des mutations : il y a bien une tension entre l'universel et le particulier.

Sur la question de définition des territoires : il y a effectivement des attentes de plus en plus grandes pour réinventer le territoire et y incorporer différentes significations, parfois dialogiques.

Mot de conclusion de Claude Grivel : besoin d'approfondir la notion de commun et de paysages. Des territoires à désenclaver : le premier territoire à désenclaver c'est le territoire mental. "Penser Global, Agir local". Des territoires inclusifs. Confiance, Convivialité, Culot, ... Faire un pas de côté : changer sa vision du monde. S'alimenter des controverses.